

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

11 novembre

## Comment se souvenir ?

Il y a 60 ans aujourd'hui prenait fin, par un armistice signé dans la forêt de Compiègne, la Première Guerre mondiale impérialiste. Quatre années de cauchemar pour les peuples d'Europe : plus de 10 millions d'ouvriers, de paysans étaient morts dans l'affreux carnage organisé par les bourgeois capitalistes des plus grandes puissances de l'époque ; plus de 20 millions étaient blessés, mutilés ; combien morts de famine et d'épidémie ?

Après l'Armistice, il y eut le fameux traité de Versailles par lequel les « vainqueurs » — l'Angleterre et la France — dépouillèrent les vaincus, l'Allemagne et ses alliés.

Ainsi s'achevait la guerre commencée pour un nouveau partage du monde entre puissances impérialistes.

En effet, en 1914, l'impérialisme allemand qui avait rattrapé la puissance économique et militaire de la France et de l'Angleterre, n'acceptait plus une situation où ces deux impérialismes plus anciens dominaient les marchés et possédaient les empires coloniaux. La guerre était le recours pour renverser cette situation à son profit. De leur côté, les impérialistes français et anglais comptaient sur la guerre pour éliminer un concurrent aussi rapace qu'eux et étendre leur domination à ses dépens. Le nouvel équilibre établi à l'issue de la guerre de 1914-1918 ne pouvait qu'être temporaire, ce qui faisait dire à Lénine « qu'une nouvelle guerre du même genre est inévitable si les impérialistes et la bourgeoisie se maintiennent au pouvoir ».

Il ne fallut que vingt ans pour que tout recommence.

Aujourd'hui encore, le danger d'une nouvelle guerre impérialiste existe. Ce danger, beaucoup de gens le discernent plus ou moins confusément à travers la crise économique mondiale qui se développe, mais aussi et surtout à travers la multiplication des conflits dans le monde. Où sont les fauteurs de guerre ? A Paris ? A Londres ? A Bonn ? La situation a bien changé depuis soixante ans et, depuis l'époque où l'Allemagne hitlérienne mettait le monde à feu et à sang. Les vieux impérialismes d'Europe occidentale ne sont plus les grandes puissances du moment. Dès 1945, c'est l'impérialisme US qui les a supplantés et qui a étendu une domination jamais vue aux quatre coins du globe.

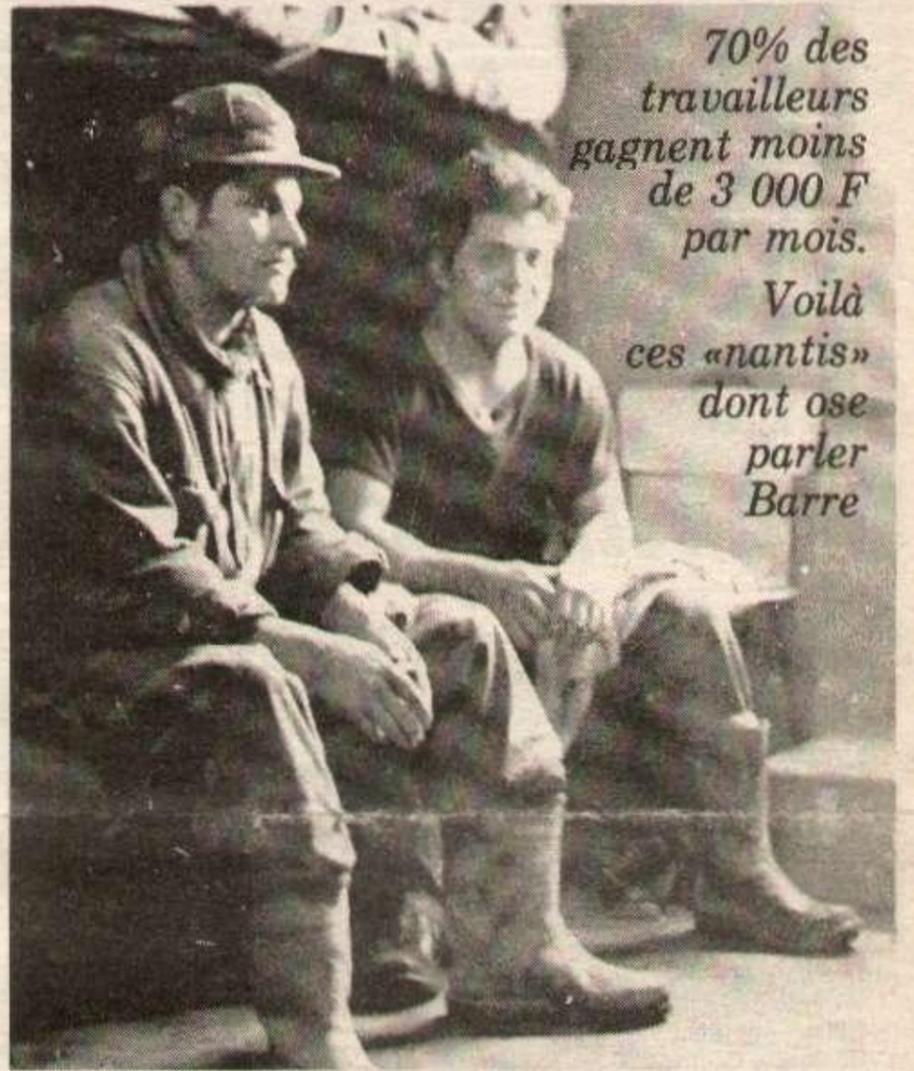
Pierre MARCEAU  
(Suite page 3)

# Barre provocateur

## Parlant des travailleurs il déclare :

*«Ce ne sont pas les privilégiés et les nantis qui ont le droit de demander des avantages supplémentaires»*

(Voir article page 3)



70% des travailleurs gagnent moins de 3 000 F par mois.

Voilà ces « nantis » dont ose parler Barre

Marseille

## Non au meeting des eurofascistes

Le Parti des Forces nouvelles comptait tenir un meeting vendredi 10 novembre au palais des congrès de Marseille. Il avait invité pour cela tous ses congénères d'Europe. Qu'on en juge par les orateurs prévus : Blaspinan du groupe « Fuerza nova » d'Espagne impliqué dans l'assassinat des avocats madrilènes, Lecerf de Belgique, Ortiz ex-OAS qui tenait le bar de l'Automatique à Alger et l'un des initiateurs des barricades, condamné à mort en 1961 et grâcié depuis, Almirante du « Mouvement social italien », Tixier-Vignancourt, ancien secrétaire de l'information sous Vichy et futur chef de file des eurofascistes au Parlement européen, devait présider le meeting.

A la suite de nombreuses protestations d'anciens combattants, de la LICIA, etc., d'organisations démocratiques, le maire a pris un arrêté d'interdiction du meeting et la salle leur a été retirée. Mais le préfet s'obstine à laisser les fascistes tenir le meeting à Marseille et n'a pas pris les dispositions qui permettraient d'en interdire la tenue.

Une délégation de 150 personnes à peu près est allée à la pré-



Ce n'est pas un hasard si les fascistes se réunissent à Marseille. En effet, les fascistes érigent le racisme en théorie et déjà beaucoup d'assassinats racistes ont eu lieu dans cette ville. Les assassinats ont toujours entraîné la riposte des antiracistes. Ci-dessus, une manifestation à l'occasion d'assassinats de travailleurs algériens.

fecture mercredi et a manifesté dans les rues de Marseille mais la préfecture a refusé de leur donner davantage d'indications. Une manifestation aura lieu à 18 h 30, vendredi, aux Mobbles. Le PCML

engage à combattre la campagne raciste et antisémite qui se développe et vise principalement les travailleurs immigrés. Marseille ne doit pas devenir la capitale des eurofascistes.

DANS CE NUMERO

Le PCF, la Yougoslavie et la Chine

Le PCI déclare «L'Europe est riche en perspectives positives»

page 5

La réforme des impôts locaux

Encore des cadeaux aux patrons

page 4

# LE MONDE EN MARCHÉ



Un régime haï de tout un peuple.



Après la nomination du gouvernement militaire, les chars quadrillent les rues.

## Le Shah peut compter sur l'aide de Washington et sur le soutien implicite de Moscou

**B** IEN qu'attaqué de toutes parts, haï par tout un peuple, le Shah est encore au pouvoir. Ce maintien, il le doit à l'armée, un pilier fort de 300 000 hommes. Il se sent également fort du soutien inconditionnel que lui apportent les USA, prêts à tout pour défendre leurs intérêts.

On aurait pu croire que les Soviétiques se serviraient des événements présents pour tenter d'avancer leurs pions en Iran, dont la position stratégique est fondamentale. Pourtant, l'agence soviétique Tass est, pour le moins, très discrète sur les événements en cours.

A diverses reprises, Carter a exprimé son soutien au Shah. Lors des grandes manifestations de septembre tout d'abord, puis récemment à l'annonce de la formation d'un gouvernement militaire.

### L'ATTITUDE DE WASHINGTON

La place des USA dans la situation économique et politique de l'Iran est considérable.

En 1951, le premier ministre Mossadegh, nationaliste convaincu, veut remettre en cause l'influence des grandes puissances de l'époque. Cette politique se concrétise par la nationalisation du pétrole. Les USA ne tolèrent pas cette situation et, deux ans plus tard, la CIA organise un coup d'Etat qui porte le Shah au pouvoir.

Ce coup d'Etat permet aux USA d'accroître encore leur influence aux dépens des autres pays impérialistes et, notamment, de la Grande-Bretagne. Le pétrole est désormais aux mains d'un consortium qui rassemble impérialistes américains (pour 40%), britanniques, français et hollandais. Les revenus, issus du pétrole, reviennent pour 50% à l'Iran et 50% au consortium.

Mais ce n'est pas tout. Ce sont au total plus de

5 000 compagnies américaines qui sont présentes là-bas, dont une quinzaine de grandes firmes.

Le commerce extérieur iranien est essentiellement tourné vers les USA et la vente d'armes y prend une place importante (huit milliards de dollars en 1976).

Ces quelques faits suffisent à expliquer l'attitude de Carter qui, une nouvelle fois, doit passer outre les beaux principes de défenseur des droits de l'homme dont il fait grand bruit. Les affaires passent avant des considérations humanitaires qui ne sont qu'un moyen pour lui de redorer le blason de l'impérialisme américain.

Ainsi, il a approuvé les massacres de septembre, où des milliers de personnes ont été assassinées, l'instauration de la loi martiale, de la censure et, récemment, il a approuvé la formation du gouvernement militaire en déclarant que c'était « le seul moyen pour le gouvernement iranien de poursuivre sa politique de libéralisation », cette « libéralisation » qui s'est concrétisée en quelques jours par la mort d'une vingtaine de personnes et par l'arrestation de nombreuses autres, etc.

Si, en dernier ressort, cette attitude américaine n'est pas fondamentalement étonnante, par contre, on

peut s'interroger sur celle de l'URSS qui s'est soldée, en URSS même, par un silence sur les derniers événements iraniens et par un soutien tacite au Shah.

### ET CELLE DE MOSCOU

Plusieurs raisons peuvent justifier une telle attitude.

Parmi les pays du tiers monde, l'Iran est le second partenaire économique de l'URSS, après l'Inde.

Mais, fait plus notable, c'est avec ce pays que l'URSS a le plus accru ses échanges : en 1976 et 1977, un accroissement de 59,1% ! Cet accroissement s'est fait presque exclusivement au profit de l'URSS qui a augmenté ses expor-

tations vers l'Iran de 94,6%.

Parmi ces échanges économiques (dans lesquels ne sont pas comptabilisées les ventes d'armes), le gaz naturel prend une place considérable.

L'Iran est le deuxième producteur mondial de gaz naturel et son premier client est, de loin, son voisin soviétique.

Ces échanges n'auraient rien d'étonnant si l'URSS n'était, justement, le pays du monde qui possède les plus grandes réserves de gaz naturel. Ainsi, tout comme les USA avec le pétrole, l'Union soviétique participe au pillage des ressources naturelles du tiers monde, gardant ainsi presque intactes ses propres réserves.

Il est un autre marché

iranien dans lequel l'URSS possède une part considérable. C'est celui des armes. Dans ce domaine, le social-impérialisme soviétique se place tout juste après les USA en Iran. En 1976, l'Iran a commandé à l'URSS 500 véhicules blindés, 12 000 missiles SAM, 200 canons antichars et 200 canons DCA. Une jolie facture !

Rappelons que, en 1978, ce sont 18 milliards de dollars que l'Iran devrait consacrer à son armement, soit 30% de son produit national brut (PNB). Ce sont les deux superpuissances qui se partagent la quasi-totalité du gâteau.

Ces faits montrent non seulement que l'URSS possède d'importants intérêts économiques en Iran mais aussi la manière dont se pratiquent de tels échanges. Aucune égalité ne régit ces relations. L'URSS se comporte avec les pays du tiers monde exactement de la même manière que les USA.

Mais, pourrait-on dire, les événements actuels ne déboucheront-ils pas sur une situation où l'URSS aurait moyen d'accroître considérablement son influence politique et ses relations économiques ? C'est possible. Cependant, les dirigeants russes semblent estimer que l'évolution, telle qu'elle se dessine aujourd'hui, n'irait pas dans un bon sens pour leurs intérêts.

Le mouvement qui se développe aujourd'hui en Iran est, bien sûr, antifasciste, mais aussi fondamentalement anti-impérialiste. L'URSS est également visée. Khomeiny, qui possède une grande influence dans l'op-

position, ne mâche pas ses mots contre le voisin du Nord.

Les 2 500 km de frontière commune entre les deux pays constituent un danger dont le peuple iranien est de plus en plus conscient. Le Parti Toudeh, pro-soviétique, est aujourd'hui discrédité. L'attitude qu'il a eue, en 1953, appelant le peuple à ne rien faire contre le coup d'Etat, lui a enlevé toute l'influence qu'il pouvait avoir dans la classe ouvrière.

Enfin, il est un autre fait dont on peut difficilement mesurer l'importance qu'il peut avoir sur les motivations de Moscou.

Dans les républiques soviétiques voisines de l'Iran, l'Islam a gardé une influence considérable. Un phénomène de contagion de soulèvement au nom du Coran pourrait être à craindre pour les autorités soviétiques. La proximité d'un pays gouverné selon les principes islamiques ne manquerait pas d'attirer des peuples dont les droits linguistiques et culturels sont bafoués comme dans toutes les républiques où résident des minorités nationales.

Si l'on ne peut évaluer la part prise par chacun de ces éléments dans l'attitude soviétique, il est certain que c'est la conjugaison de toutes ces données qui est à l'origine de la « prudence » soviétique.

Quoi qu'il en soit, si la carte du Shah devait s'avérer mauvaise, on peut être sûr que Moscou ne resterait pas les deux pieds dans le même sabot et saurait rapidement changer de cap.

Evelyne LE GUEN

### Elections aux Etats-Unis

## 60 % d'abstentions

Le grand cirque électoral n'a pas payé

**L** ES Américains votaient mardi dernier pour renouveler en partie les deux Chambres, le Sénat et le Congrès ainsi que les mandats de trente-six des cinquante gouverneurs d'Etats.

Les Américains votaient, du moins ceux qui se sentent encore concernés par le cirque électoral américain et qui conservent des illusions sur la « démocratie américaine », c'est-à-dire pas beaucoup. Déjà lors des précédents scrutins, la participation s'était avérée particulièrement basse. Cette fois tous les records sont battus : à peine 40% des électeurs se sont déplacés. La participation a été

plus forte dans les Etats où un référendum sur une question annexe accompagnait les élections proprement dites. Dans plusieurs Etats en effet des questions secondaires étaient posées aux électeurs. Ainsi, en Californie, les électeurs ont rejeté une proposition de loi visant à exclure des écoles les enseignants homosexuels.

Le cirque électoral américain avait pourtant joué à plein, prouvant, si c'était encore nécessaire que les élections aux USA sont avant tout une question de gros sous pour se faire élire. En Californie, un candidat s'est par exemple fait élire au terme d'une campagne qui lui a coûté 2,5 milliards de cen-

times.

Au niveau des résultats, Carter et son parti s'en tirent bien, perdant moins de sièges qu'il n'est généralement coutume dans ce type d'élections pour le parti au pouvoir. Au Sénat, le Parti démocrate de Carter a perdu trois sièges sur 45 discutés. Il reste nettement majoritaire. Au niveau des gouverneurs d'Etats, vingt et un démocrates ont été élus contre quinze républicains. Une des grandes tendances de ces élections est le repli sur soi-même. Elle se manifeste actuellement à tous les niveaux dans le pays. Les Etats mettent en cause le rôle de l'administration centrale, les villes, celui des

Etats, etc. Cette crise de confiance dans la toute-puissance de l'administration centrale est directement liée au déclin de l'impérialisme américain, elle est devenue responsable de tous les revers subis ces dernières années par l'impérialisme US.

Ceci explique d'ailleurs l'importance sur le plan intérieur pour Carter, des accords de Camp David. Ce succès dans la préservation des intérêts américains au Moyen-Orient aura certainement compté pour beaucoup dans la victoire du Parti démocrate.

Il faut enfin noter que le Sénat futur sera entièrement blanc, aucun candidat noir n'ayant été élu. S.F.

# «La démocratie, c'est pas facile»

A l'hôpital Ste-Anne à Paris, dans le cadre de la préparation du 40e congrès de la CGT, une assemblée de syndiqués ouverte à la presse a eu lieu

**N**OUS ne saurions trop recommander à nos correspondants d'assister dans leur région, à de telles réunions : il reste encore une ou deux semaines pour le faire (il suffit pour cela de téléphoner au service de Presse de la CGT : Tél : 607-39-44). C'est une possibilité d'élargir notre connaissance du principal — et de loin — syndicat ouvrier de notre pays, d'en connaître les militants, les problèmes, les questions.

A Sainte-Anne, l'assemblée rassemble jeudi matin environ 70 adhérents dans la salle où se tenaient les assemblées générales du personnel en grève lors de la longue lutte du printemps dernier.

Mais « la démocratie c'est pas facile » comme dira un dirigeant du syndicat. Après un bref rapport à la tribune, une travailleuse intervient longuement, très critique par rapport aux formes de lutte et aux méthodes antidémocratiques de la CGT et pose pour finir sa candidature pour être déléguée au congrès (candidature que l'assemblée ne retiendra pas).

Après cela, la discussion est bien longue à démarrer « difficile de s'exprimer devant tout le monde. Il faudrait des petits groupes ». Plusieurs exprimeront cette idée qu'il faudrait des réunions par service. Les militants

qui président l'assemblée s'y engagent.

« L'activité syndicale, la dernière grève, ça correspondrait à ce que vous souhaitez ? On est six mois après les législatives, on a mené une bataille, était-elle bien ou non ? »

A ces questions posées de la tribune, les travailleurs répondent en manifestant une certaine déception. Une monitrice d'enseignement de l'école d'infirmières de l'hôpital se plaint que le syndicat ne se soucie pas des problèmes de son secteur, parle de la grève du printemps « longue avec des engagements profonds, mais où l'on a rien obtenu devant une direction plus forte ».

Décue, cette adhérente remarque que beaucoup ont rendu leur carte après la grève. « C'est grave, il faut analyser cela ».

Un autre revient sur le sujet : « 58 jours de grève terminée sans rien obtenir... »

Il s'installe une répression terrible, on ne fait rien. On s'est moqué de nous en commission paritaire... Il est difficile d'être syndiqué : on est mis à l'écart, la direction s'attaque aux délégués... Ça m'inquiète.

Cette déception, ses répercussions sur la syndicalisation, tout cela fait l'essentiel de la réunion plus restreinte de l'après-midi.

Certes, il « y a la situation générale, la répression, mais avons-nous bien joué notre rôle ? Dans la grève, les syndicats, dont la CGT, ont été bousculés. On a suivi et non précédé ; il y a quelque chose qui n'a pas gazé. Il faut aller au fond des choses ».

Ainsi, s'exprime un dirigeant. Les militants présents savent qu'il faut lutter et que c'est difficile. Ils s'affirment décidés à « aller au fond des choses » à creuser les questions de démocratie, de rapports avec les partis, de rapports entre revendications locales et nationales, entre lutte sectorielle et lutte d'ensemble...

Ils veulent continuer à le faire après le congrès (ils préparent d'ailleurs le 6e congrès de leur syndicat pour 1979.) Ils continueront à tirer les leçons des luttes passées.

G.C.

## Des milliers en grève

Aéroports de Paris, électriciens des centrales de distribution de la capitale, conducteurs de bennes, cheminots, cela fait au total des milliers de travailleurs qui sont en grève ou qui viennent d'en faire.

Les conducteurs de bennes ont repris leur grève tournante, les négociations avec Tiberi n'ayant rien donné.

A la SNCF, les travailleurs des services d'exploitation, après ceux du matériel et des trains, ont arrêté le travail à leur tour. Dans son journal, la direction de la SNCF n'a pas hésité à s'en prendre au droit de grève lui-même.

Aéroports de Paris. La reconduction de la grève a été votée. Les agents réclament la reconduction du protocole d'accord qui

leur garantit l'emploi et qui expire le 31 décembre prochain. La grève a commencé mardi et le pourcentage de grévistes augmente : de 38 % mercredi, il est passé à 50 % jeudi.

Les 600 électriciens des centres de distribution de Paris ont voté aussi la reprise de la grève hier matin. Des coupures de courant du siège de la direction générale de l'EDF et d'une tour de l'EDF à Issy-les-Moulineaux ont dû certainement faire comprendre que les électriciens non plus ne voulaient pas plaisanter puisque des discussions s'ouvraient dans l'après-midi avec la direction.

Ces luttes constituent la riposte des travailleurs à l'offensive antiouvrière.

« Ce ne sont pas les privilégiés et les nantis qui ont le droit de demander des avantages supplémentaires » prétend Barre à leur adresse.

La meilleure réponse des travailleurs à l'insolence de ce porte-parole des grands bourgeois et des parasites, c'est la lutte au coude à coude pour leurs revendications.

Soit dit en passant, « le fonctionnement correct des services publics » n'est pas conçu au service des utilisateurs. Sans ça, on ne réduirait pas constamment les effectifs. Les travailleurs savent, au fond, très bien où ils en sont. Ils savent pourquoi les travailleurs du secteur public font grève, ils savent que la crise frappe tout le monde et qu'on a raison de se bagarrer, sinon on se fait plumer. Ils le savent, parce que tous les travailleurs sont dans la même situation. C'est pourquoi nous appelons les « utilisateurs » à se déclarer solidaires des grévistes, de ces « nantis » et « privilégiés » dont parle Barre.

Philippe LECLERC

# Nous, les « privilégiés » de l'esclavage salarié

**O**N savait déjà que les chômeurs n'étaient pas des chômeurs, mais des millionnaires qui refusaient de chercher un emploi, des simulateurs. On vient d'apprendre, jeudi, que les travailleurs, ceux qui ne possèdent rien d'autre que leurs bras, sont des « nantis » et des « privilégiés ». Tout cela, bien sûr, c'est Barre qui l'a dit...

Barre s'est mis en colère contre ces gens qui ont du travail et osent faire grève, alors qu'il y a en France un million et demi de chômeurs. Il a gonflé ses joues dodues et il a craché la phrase suivante : « Ce ne sont pas les privilégiés et les nantis qui ont le droit de demander des avantages supplémentaires ».

« NANTIS ? »  
« PRIVILEGIÉS ? »

« Nantis » du droit de quoi ?

Du droit de travailler pour un patron qui domine en maître l'économie et la vie du pays. Du droit de toucher un salaire qui ne correspond pas au travail que l'on fait et qui a des mois de retard sur un indice des prix truqué. Du droit de risquer sa santé et sa vie même au nom du profit de quelques possédants. C'est tout.

Et quel « privilège » ?

C'est un droit, le droit minimum, pour un homme ou une femme, d'avoir du travail s'il est à même de travailler. C'est son droit de trouver ainsi sa place dans la société et de mettre en action ses capacités. Si le travail est devenu un « privilège », c'est que Barre crée le chômage. C'est tout.

Et il est un autre droit qu'ont ces « nantis » et ces

« privilégiés », c'est celui non de « demander », comme dit Barre, mais de revendiquer, de lutter pour leurs revendications et de faire grève.

### RÉSERVE

La phrase de Barre est une bonne illustration de ce qu'est le chômage et de ce que sont les chômeurs aux yeux des capitalistes : une réserve de main-d'œuvre dans laquelle ils peuvent puiser quand ils le veulent et dont ils comptent se servir pour faire pression sur ceux qui ont du travail.

Le thème de propagande devient dès lors : attention, si vous faites grève, vous risquez gros par les temps qui courent ; il y a un million et demi de chômeurs qui ne demandent qu'à prendre votre place !

Il y a toutefois un léger problème que les capitalistes voudraient bien voir résolu assez vite : il faut indemniser ces chômeurs.

Aussi, Ceyrac, le même jour, s'en prenait-il aux indemnités de l'ASSÉDIC. Lisez, ça en vaut la peine : « Il ne serait pas réaliste de vouloir augmenter toutes les prestations alors que nous ne savons pas com-

ment assurer le financement de l'UNEDIC l'an prochain. Les entreprises paient chaque année 18 milliards, soit 3 % de la masse salariale. On ne peut faire plus. (Arrête Ceyrac, tu vas nous faire pleurer...) Au-delà, la solidarité nationale doit se substituer, comme en Allemagne, à la solidarité inter-entreprise. »

Vous avez saisi : c'est aux travailleurs de financer les caisses-chômage, les patrons, eux, n'en peuvent plus (par les temps qui courent...). Mais dites donc, Monsieur Ceyrac, s'il y a une crise économique, c'est à cause de qui ? De celui qui travaille pour un salaire qui lui permet de vivre ou de celui qui tient en main les usines, les capitaux et le pouvoir ? S'il y a du chômage, c'est à cause de qui ? De celui qui a travaillé des années pour se retrouver licencié, de celui qui a fait des études pour ne rien trouver ou de celui qui base tout sur son profit maximum de patron ? En conséquence, c'est bien aux « entreprises » de payer, c'est-à-dire aux capitalistes et à leur Etat, responsables collectivement du chômage et de la crise.

### OU EN EST-ON ?

Et s'il faut vous clarifier un peu les idées, Monsieur Ceyrac, précisons encore une chose. Vous avez dit aussi, jeudi : « L'agitation endémique dans le secteur public est regrettable. Avec ces incessantes grèves tournantes, régionales, les utilisateurs, qui ont besoin d'un fonctionnement correct des services publics, ne savent plus où ils en sont ».

## Un appel au soutien en Europe

# Grève générale en Iran, dimanche

La situation est loin d'être réglée en faveur du Shah en Iran où une grève générale est appelée pour dimanche.

Si l'armée tient la rue, la plupart des usines, elles, sont toujours en grève. C'est le cas notamment de l'ensemble des raffineries du pays.

A Téhéran, le gouverne-

ment a pris des décrets permettant à l'armée de tirer à vue sur tout rassemblement de trois personnes ou sur toute personne prenant des photos de la situation actuelle : rideau, on assassine.

En province, la situation est toujours agitée. A Qom l'armée a encore ouvert le feu mercredi, tuant 20 personnes.

Le gouvernement a reculé les mesures d'amnistie qu'avait annoncé le Shah car, a-t-il dit « il n'avait pas le temps de s'en occuper ».

Dans le pays, le soutien financier aux dizaines de milliers de grévistes s'organisent. Les commerçants du bazar en sont pour l'instant le principal pilier, mais les moyens sont limités.

11 novembre

## Comment se souvenir ?

(Suite de la page une)

Et aujourd'hui, depuis la Tchécoslovaquie jusqu'à l'Afrique, du Moyen-Orient à l'Asie du Sud-Est, un nouveau venu sur la scène impérialiste lui dispute cette domination. Ce nouveau venu qui, comme l'Allemagne de 1914 ou de 1939, exige un nouveau partage du monde, c'est l'URSS de Brejnev.

De cette nouvelle guerre qui se prépare activement à Moscou, les pays impérialistes d'Europe ne seront pas les acteurs, mais l'enjeu. Deux superpuissances rivalisent aujourd'hui pour la domination du monde, c'est là que réside le danger d'une troisième guerre mondiale. C'est contre ces nouveaux fauteurs de guerre que doivent s'unir les peuples du monde.

Pour les peuples d'Europe qui ont connu par deux fois depuis le début du siècle le sang et les larmes, c'est la seule façon de se souvenir...

P.M.



# La réforme des impôts locaux

## Encore des cadeaux aux patrons !

**L**E Sénat discute à présent des projets de loi sur les collectivités locales. Ces projets approuvés par le conseil des ministres, soulèvent apparemment de nombreuses oppositions au Sénat. Aujourd'hui nous ne retiendrons que l'une d'entre elles : la fiscalité locale. Comment sera payée la taxe professionnelle et surtout la taxe sur l'habitation, qu'on appelle plus généralement les impôts locaux ?

Signalons que les projets de loi sur les collectivités locales prévoient que le gouvernement donnerait la somme attribuée à la commune en vrac, à elle ensuite de distribuer ces fonds, contrairement à la situation présente.

Il est prévu également de discuter le statut de maire qui pourrait devenir moins dépendant du gouvernement.

### IMPORTANCE DES DÉCISIONS DU MAIRE

Le projet de loi sur la fiscalité locale donnerait un pouvoir de décision plus important aux municipalités.

Le conseil municipal et à sa tête, le maire, déciderait du taux de chacun des quatre impôts : taxe professionnelle, taxe d'habitation et les deux taxes sur le foncier : le foncier non-bâti et le foncier bâti. Ils pourraient soit augmenter les taxes professionnelles (dans des limites déjà fixées par le projet de loi), soit augmenter les taxes sur l'habitation et les taxes sur le foncier.

Il reviendrait aussi au conseil municipal d'accorder un abattement entre 15 % et 20 % à certains contribuables.

### DES MESURES FAVORABLES AUX PATRONS

La taxe professionnelle ne pourrait dépasser 9 % des bénéfices des patrons. « Les communes pauvres en taxe professionnelle » avec peu d'usines par exemple, bénéficieraient d'un excédent de taxe professionnelle des communes riches, les entreprises prospères paieraient une cotisation, en plus de la taxe professionnelle, de 7 % au bénéfice des communes pauvres et des entreprises en difficulté — c'est surtout cet aspect qui soulève la protestation des sénateurs.

Par ailleurs, les entreprises en récession, qui elles éprouveraient des difficultés plus sérieuses, bénéficieraient d'un dégrèvement.

Ces quelques explications données, il est clair que ce projet de loi vise à escroquer encore plus les travailleurs et à faire des cadeaux aux patrons.

« La part de la taxe professionnelle doit être limitée à 20 % dans les revenus globaux de la commune. »

Qu'est-ce que cela signifie ?

D'abord, que les 80 % restants des revenus globaux de la commune seront payés par les trois autres taxes, la taxe sur l'habitation et celle sur le foncier, donc que la majorité des frais de la commune seraient payés par les travailleurs.

Le droit qui pourrait être donné aux communes de fixer elles-mêmes le taux de participation de chaque taxe aux revenus globaux de la commune, va dans le même sens. Selon la politique de la municipalité (!) elle augmentera la taxe sur l'habitation et ce seront les travailleurs qui paieront

le plus, ou bien elle augmenterait la taxe professionnelle et ce seraient les patrons qui paieront le plus.

Carte blanche serait donc donnée ainsi aux communes. Au nom de cette liberté, « des argumentations bien pensantes » vont fleurir. N'entend-t-on pas déjà (de tous côtés) qu'il ne faudrait pas surcharger la taxe professionnelle, ce qui découragerait les industriels d'investir !

### AUTRE MESURE A L'ÉGARD DES PATRONS

« Les entreprises qui connaîtraient de très graves difficultés auraient une partie de leurs taxes professionnelles payées par l'Etat ».

Qui est l'Etat ? Cela pourrait bien être les travailleurs qui paieraient les impôts locaux des patrons. On aura tout vu !

Les impôts locaux comprennent quatre sortes d'impôts :

\* La taxe professionnelle (payée par exemple par les entreprises, instituée le 29 juillet 1975, d'une part et d'autre part les taxes foncières, la taxe sur l'habitation, les taxes foncières sur le bâti et le non-bâti, instituées le 31 décembre 1973.

Les impôts locaux ont énormément augmenté :

\* Ainsi sur un an, il y a eu 29 % de hausse à Roubaix, 26 % à Toulouse, 23 % à Metz, 22 % à Grenoble et, entre 1968 et 1975, la taxe d'habitation a augmenté de 286 % à Lyon, de 204 % à Villeurbanne et de 163 % à Ecully (ville bourgeoise).

### PRESSURER LES TRAVAILLEURS

On a vu ce que pourrait apporter ces nouveaux projets de loi aux patrons, voyons ce qu'ils apporteraient aux travailleurs. Personne jusqu'à présent ne parle d'exonération d'impôts locaux, alors que c'est cet impôt qui frappe le plus de travailleurs : 13 millions de contribuables sont imposés sur leurs revenus et 18 millions sur la taxe d'habitation.

La différence est nette, la taxe sur l'habitation c'est l'inégalité parmi les inégalités dans le domaine fiscal, plus encore lorsqu'on connaît les critères sur lesquels se fondent la taxe d'habitation. Il suffit d'habiter en HLM avec eau, WC, salle de bain, à proximité d'un centre commercial et de moyen de transport (le luxe

quoi !) pour être fortement imposé.

Pas d'avantages fiscaux pour les travailleurs, donc. Ils continueront à payer de grosses sommes pour les impôts locaux. Et quel bénéfice n'en tirent-ils ?

A Paris, les travailleurs saignent pour avoir plus de flics. On se rappelle du grand débat entre Chirac et Giscard pour savoir si les flics seraient payés sur les impôts sur les revenus ou sur les impôts locaux. C'est tranché, ce sont les travailleurs parisiens sur leurs impôts locaux qui paieront. Ils paieront par habitant 126 F rien que pour la police, qui matraque, expulse et ratonne.

Tous les débats et résolutions concernant cette loi même si elle n'est appliquée qu'en 1981 sont à suivre de près, car il s'agit d'un coup bas aux porte-monnaies, au pouvoir d'achat des travailleurs.

## Incendie suspect au foyer SONACOTRA de Nanterre

Mardi 7 novembre, vers 19 h 15, un incendie s'est déclaré dans les gaines d'aération d'une tour de seize étages d'un foyer Sonacotra à Nanterre. Cet incendie n'a eu aucune conséquence si ce n'est une importante fumée dans les étages, du 5e au 16e. L'origine de cet incendie n'a pu être décelée par les pompiers. Cependant, il intervient le lendemain de la convocation, au tribunal de Nanterre, de six délégués d'un foyer Sonacotra de Colombes dont le jugement a eu lieu jeudi et pour lequel le comité de résidents de Nanterre avait appelé tous les résidents et la population de Nanterre à manifester.

Cet incendie n'est pas le premier. Un incendie semblable s'était déclaré, le 11 juillet, dans la même tour, à la même heure, dans les mêmes circonstances et dont l'origine n'avait pu également être décelée. Il intervenait moins de deux semaines après une manifestation au tribunal de Puteaux et trois semaines avant le jugement.

Après les incidents de Strasbourg, Metz, Saint-Denis, les « causes inconnues » se renouvellent comme par hasard. Ces incidents ressemblent fort à des provocations destinées à faire peur aux résidents. Ceux-ci ne se laissent pas intimider par ces provocations et, plus que jamais, nous devons leur apporter notre soutien actif.

### RECTIFICATIF

Dans l'édition datée du 2 novembre 1978 (No 963) dans un article intitulé « Des questions franches pour des réponses précises » nous avons indiqué qu'une manifestation avait eu lieu à Lille sur la Chine avec la participation de l'AGEG (Association générale des étudiants guadeloupéens). Il s'agissait en fait de l'AGEG (Association générale des Etudiants gabonais). Nous nous excusons de cette confusion liée au fait que les deux associations portent le même sigle.



# LIBERTARIA

## PER TUTTI I PATRIOTTI

### Succès des meetings et soirées culturelles pour la libération des emprisonnés corses

Dans le cadre de la campagne pour exiger la libération des 23 patriotes corses emprisonnés à Paris (prison de Fleury-Mérogis) — et dont LE PROCÈS S'OUVRIRA PROCHAINEMENT — et la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, le Collectif de Corti (\*) avait décidé de la tenue de meetings à Bastia et Ajaccio les 3 et 7 novembre. Ceux-ci sont considérés comme étant une première étape de la mobilisation de toute l'île.

Parallèlement ont été organisées, par les mouvements nationalistes, au profit de « A Riscossa » (association d'entraide aux familles des emprisonnés corses) deux soirées culturelles à Marseille et Aix-en-Provence les 3 et 4 novembre.

L'ensemble de ces manifestations a connu un vif succès.

AU MEETING DE BASTIA : la salle était comble. C'est Jean Battesti, frère de Léo actuellement emprisonné,

qui présidait. Le représentant du PS, tout en condamnant « toutes les violences » (?) a dénoncé « ces violences qui se manifestent sous forme d'oppression économique, culturelle et institutionnelle. Il s'agit du capitalisme avec la complicité du pouvoir qui cause une agression profonde et insidieuse ».

Lucien Alfonci (UPC) a fait la dénonciation de « toutes les atteintes au droit de l'homme et des peuples dont le pouvoir se rend coupable envers les patriotes corses et la Corse elle-même ».

L'orateur d'« Aiutu Paesanu » a, entre autre, évoqué « cette prison des patriotes qui est celle de la Corse et leur libération qui est la nôtre à tous. C'est pourquoi il s'agit de s'unir pour les sortir de prison ».

A AJACCIO : la salle des congrès était comble également. Le meeting était présidé par Antoine Beresi, membre de A Riscossa. Le représentant de la CFDT, après avoir parlé

de la répression dans l'île, a rappelé le cadre général dans lequel se situent les emprisonnements :

« Une Corse qui, au plan économique, voit croître sa dépendance ; qui, au plan social, à un taux de chômage catastrophique,



Le groupe « I Muvrini » qui a participé (ainsi que le duo « E duie Patrizie ») aux soirées culturelles (Photo HR).

où les jeunes envisagent le recours à la violence comme la seule solution encore possible. Quant à la politique du pouvoir, provocation permanente elle se résume en un seul mot, répression, qui est le fait du quadrillage policier, de la Légion, des officines pseudo-clandestines barbouzardes. »

Lucien Alfonci (UPC) a notamment indiqué que : « Après un demi-siècle de répression sauvage (1770-1820), elle (la France. N.D.L.R.) l'a appauvrie par un décret fiscal qui taxait au maximum les produits corses exportés en France tandis que les produits français étaient détaxés. Ce qui a entraîné l'exil des Corses tandis que l'île devenait un réservoir humain pour les guerres ».

Le représentant d'Aiutu Paesanu a mis plus particulièrement l'accent sur la nécessité de libérer les patriotes. Enfin, Jean Battesti a lu des déclarations recueillies de la bouche des prisonniers.

que, dont la culture est asphyxiée qui est caractérisée, au plan politique par un système électoral vicié, qu'il refuse d'entendre la voix réelle du peuple et

(\*) Le collectif de Corti, créé le 23 septembre 1978, comprend plus d'une vingtaine d'organisations dont la section corse du PCML.

# POLITIQUE ET SOCIAL

Communiqué du Comité de Parti du PCML de Basse-Normandie

## Le droit au travail passe avant le droit de propriété

**L**E comité de Basse-Normandie du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) s'élève vigoureusement contre l'expulsion de la famille Levesque, petit paysan d'Orgers (Orne).

Ainsi donc voilà ce qu'est la justice bourgeoise : jeter à la rue une famille de paysan qui ne veut que pouvoir vivre de son travail comme elle l'a toujours fait. C'est au nom de cette même justice qu'ont été expulsés il y a quelques jours des ouvrières de chez Dormeuil à Cherbourg qui, elles aussi, refusaient d'aller grossir les rangs des chômeurs. A chaque fois, la même réponse du gouvernement Giscard-Barre : les flics. Cette justice-là c'est celle des capitalistes, des

gros paysans, des propriétaires fonciers, mais la bourgeoisie soulève là une pierre qui risque bien de lui retomber sur les pieds.

Malgré les conditions, ce sont près de 100 personnes qui se sont retrouvés auprès de la famille Levesque quelques heures après l'arrivée des pelotons de flics. Face à cette expulsion, la solidarité ne va faire que se développer pour que la famille Levesque retrouve son outil de travail.

Le droit au travail passe avant le droit de propriété.

Solidarité des ouvriers et petits paysans contre la répression policière.

Mobilisons-nous massivement pour imposer le réintégré de la famille Levesque.

CPR Haute-Normandie  
PCML

Lyon

## Un assassin qui s'en tirera ...

Je travaille dans une petite entreprise « familiale » de nettoyage à Lyon. Le patron essaie de se faire passer pour un travailleur comme nous. Lui aussi, il en a soi-disant « bavé ». S'il s'en est sorti, ce n'est que « grâce à son travail ». En réalité, il ne participe guère au travail et s'il a réussi à monter son entreprise, c'est surtout grâce à l'argent de sa famille et grâce à l'exploitation de ses ouvriers. Voici un exemple particulièrement révoltant de cette exploitation. Il faisait travailler, sans le déclarer, un jeune homme de 26 ans, gravement malade et en invalidité (il vivait avec un rein transplanté). Il profitait honteusement de ce que ce jeune ne touchait pas suffisamment d'indemnités pour vivre et n'hésitait pas à lui faire faire un travail « dégueulasse » et absolument contre-indiqué par son état de santé : laver des vitres, se trémousser avec une machine de 80 kg pour nettoyer le sol des magasins... et tout cela pour gagner 1 600 F par mois.

Ce qui devait arriver est arrivé : ce jeune est mort. Mon patron ne s'est véritablement inquiété qu'après huit jours d'absence (uniquement d'ailleurs parce que les clients se plaignaient que le travail n'était pas fait). Il a été retrouvé mort chez lui, certainement depuis une semaine !

Evidemment, le patron ne risque rien puisqu'il n'y a pas de preuves qu'il embauchait ce jeune. Voilà un bel exemple de cette société soi-disant « avancée » dans laquelle nous vivons !

Une lectrice

## Qui tue ?

Dimanche, Lille, 1 h 30 du matin. Un policier passe dans la rue, son service terminé. Il entend du bruit : c'est le signal d'alarme d'une voiture que trois jeunes tentent de voler.

Tel un Zorro des temps modernes, notre policier se réquisitionne le premier taxi qui passe, il lance la poursuite. Il rattrape les jeunes. Il les fouille.

Un jeune tente de s'enfuir, le flic dégaîne et... le coup part tout seul. Le gars, âgé de 16 ans, est grièvement blessé au flanc.

Encore un coup de feu qui part tout seul, mais touche soigneusement sa cible. Il y a fort à parier que la justice bourgeoise trouvera des motifs d'indulgence à l'égard de ce policier.

P.L.

## Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge

205 51 10

# Le PCF, la Yougoslavie et la Chine

**M**ARCHAIS ira en Yougoslavie en 1979 à l'invitation du président Tito. C'est ce qui a été annoncé à l'issue de la rencontre qui vient d'avoir lieu, à Paris, entre une délégation de la Ligue des communistes de Yougoslavie, conduite par Stane Dolanc, et le PCF. Après ces échanges au plus haut niveau, les deux partis ont convenu de donner une « dimension nouvelle » à leurs relations. Dans leur communiqué commun, ils notent que « le respect du droit de chaque pays de déterminer en toute souveraineté, sans ingérence extérieure, ses options est un principe inaliénable » et soulignent « que les relations de coopération volontaire entre les partis communistes et la solidarité internationaliste supposent le strict respect de l'égalité en droit, de l'indépendance, de la non-ingérence et le respect des orientations choisies par chaque parti ».

Ces relations nouvelles de la direction du PCF avec les Yougoslaves s'inscrivent tout

à fait dans la prise de distance qui s'opère à l'égard de Moscou. Une évolution encore timide comparée à celle des Italiens dont le secrétaire général, Berlinguer, fut, à plusieurs reprises, l'hôte de Tito qui, quant à lui, a toujours encouragé l'évolution euro-communiste des partis occidentaux.

La signification de ces échanges prend d'autant plus de relief qu'au même moment, à Moscou (le 7 novembre), la Pravda vitupérait les eurocommunistes de façon violente et ouverte. Zagladine, du département international, écrivait :

« Les adversaires du processus révolutionnaire comptent actuellement sur la division des combattants pour la démocratie et le socialisme. Ils utilisent à cette fin l'idée de l'eurocommunisme, largement répandue par la propagande impérialiste, et dont le véritable objectif est de dresser les uns contre les autres les partis communistes des pays capitalistes développés et ceux des pays socialistes, en premier lieu le PC soviétique ».

Quand on sait que le terme d'eurocommunisme est couramment utilisé dans les communiqués communs des partis occidentaux... et Zagladine poursuit :

« Beaucoup en Occident aiment à parler des défauts — imaginaires — de la démocratie dans le pays des soviets, les propagandistes bourgeois comme certains de nos amis (en l'occurrence, on comprend mal qu'ils suivent les traces de notre ennemi de classe commun) ».

Lors de la conférence de presse commune PCF-Ligue des communistes yougoslaves, qui fut donnée à l'issue des entretiens, Marchais indiqua que les conversations avaient porté sur cette question qui constitue un des critères décisifs d'une véritable indépendance à l'égard de l'URSS. Marchais a estimé que les informations données par les Yougoslaves « sont du plus grand intérêt ». A une question portant sur le voyage de Houa Kouo-feng en Yougoslavie, il fait d'ailleurs une réponse plus nuancée et plus neutre : « Nous n'avons pas à approuver ou à désap-

prouver », que les commentaires hostiles fournis par l'Humanité à l'époque.

A noter, pour finir, que Marchais a réitéré un gros mensonge en déclarant : « Si nous n'avons pas de rapports avec les camarades chinois, ce n'est pas de notre fait. Ce sont eux qui ont rompu. Nous le regrettons ».

Eh bien si, Monsieur Marchais, cette rupture est le fait des dirigeants du PCF et ceci pour deux raisons. D'abord parce que pendant plus de quinze ans, vous avez emboîté le pas à Krouchtchev puis Brejnev dans leur campagne haineuse et mensongère contre la Chine et son parti communiste.

Ensuite parce que vous avez définitivement abandonné la voie révolutionnaire, ce qui rend impossible des relations de parti à parti entre le PCF et le Parti communiste chinois. Reste pour vous à témoigner dans les faits d'une attitude amicale à l'égard de la Chine, et c'est peu dire que de souligner tout le chemin qu'il vous faut faire.

P.M.

## Le PCI: «L'Europe est riche en perspectives positives ...»

**A**LORS que les socialistes européens se réunissaient à Lille pour donner le coup d'envoi de leur campagne européenne, le Parti communiste italien, de son côté, organisait à Rome les 8 et 9 novembre un colloque sur l'Europe. Pour les dirigeants du PCI, la situation est claire : estimant que depuis l'époque où ils étaient anti-européens, leurs positions ont « mûri », ils « croient que la communauté est une donnée de la réalité européenne, donc mondiale, une réalité qu'ils ne subissent pas, mais considèrent comme riche de perspectives positives ».

Le PCI va ainsi sensiblement plus loin dans le soutien à l'Europe que les socialistes réunis à Lille qui éprouvent le besoin d'entourer leurs déclarations de précautions hypocrites sur « l'Europe des multinationales ». Le PCI se tourne même ostensiblement vers ces dirigeants socialistes, parlant de la nécessité, au sein du futur Parlement européen d'« une convergence des forces qui se réclament du mouvement ouvrier et le représentent ».

Il s'agit en fait, pour le PCI, de se faire reconnaître par les socialistes comme l'interlocuteur valable en Italie, tablant sur le fait



Berlinguer et Marchais : les deux secrétaires des PC italien et français. Des positions divergentes sur l'Europe.

qu'ils n'ont pas de grosses divergences sur le problème, ainsi que sur la faiblesse actuelle du Parti socialiste italien de Bettino Craxi.

On peut noter également que le PCI ne tente pas de masquer les problèmes qu'il rencontre sur l'Europe aussi bien avec le PCF qu'avec Moscou. Parlant du PCF il évoque « des polémiques et des distinctions, parfois profondes avec d'autres partis européens » et parlant de Moscou, il souligne « un désaccord sur le jugement négatif, par moment hosti-

le, auquel recourent souvent dans leur propagande le Parti communiste soviétique et d'autres PC au pouvoir ».

Au sujet du PCF, justement, on relève dans l'Humanité de jeudi 9 un éditorial anti-européen enflammé sous la plume de René Andrieu. Évoquant la réunion de Lille, Andrieu accuse les socialistes d'être une roue de secours des giscardiens dans la construction de « l'Europe des monopoles ». Chose curieuse, cependant, Andrieu oublie de parler de la position

du PCI, qui pourtant va beaucoup plus loin dans ce domaine. On ne trouve d'ailleurs nulle part mention dans l'Humanité du colloque de Rome. Serait-ce qu'Andrieu ne lit pas les journaux et n'est pas au courant, ou serait-ce qu'il est suffisamment embarrassé sur sa propre attitude pour ne pas oser aller plus loin ?

Attaquer les socialistes c'est relativement facile. Expliquer devant ses propres militants pourquoi on est en opposition totale avec le PCI, c'est autre chose.

# POLITIQUE ET SOCIAL

## Interview

### «Les profs de gym sont déterminés à poursuivre la lutte»

**L**ES professeurs de gymnastique, bien qu'ils soient confrontés à de nombreuses difficultés poursuivent leur lutte contre le plan Soisson. L'interview ci-dessous, d'un professeur de gymnastique de la région parisienne témoigne à la fois de leur détermination et de leur combativité ainsi que des obstacles qu'ils doivent surmonter. Nous devons tout mettre en œuvre pour soutenir la lutte des professeurs de gymnastique.

#### Peux-tu nous raconter l'histoire de la lutte ?

Dès la rentrée, une délégation intersyndicale est allée chez la directrice pour lui signifier notre refus de changement des horaires (...). C'est pour lutter contre le plan Soisson que nous avons fait une grève nationale le jeudi 21 septembre avec, pour nous, une manifestation à Pontoise. Il y avait 95 % de grévistes et celle du 26 septembre avec une manifestation à Paris jusqu'au ministère à 3 000.

Vous êtes organisés dans quatre syndicats différents (SNEP, SNEEPS, SNI/PEGC et SGEN). Comment s'organise la lutte et la démocratie ?

Il y a régulièrement des assemblées générales au niveau départemental (95) convoquées par l'intersyndicale. La première a eu lieu dès la première semaine de la rentrée. Les assemblées générales regroupent, avec des hauts et des bas, un assez grand nombre de professeurs.

On a une certaine diffi-

culté à organiser les assemblées générales car il y a beaucoup de monde qui ne se connaît pas. Au fur et à mesure que la lutte se poursuit, on note des progrès.

A chaque assemblée générale on retrouve, grosso modo, trois positions :

— La position du bureau départemental qui propose une grève d'une journée par semaine.

— La position de l'École émancipée, F.U.O. (une des tendances au sein de la FEN, dirigée par l'O.C.I.) qui propose la grève totale et unie et qui attaque violemment le bureau national. C'est eux, qui, apparemment, ont été à l'initiative d'un comité national de grève qui organise la lutte en dehors des réunions convoquées par les dirigeants syndicaux. Ce comité national de grève ne regroupe que les professeurs en grève totale, c'est-à-dire une toute petite partie des professeurs au niveau national.

— La position des gens sans tendance, mais très combattifs qui travaillent à organiser leur secteur et qui proposent la grève reconductible ou la grève pendant une semaine. Tout en critiquant les positions du bureau national, ils cherchent avant tout les possibilités d'unité et ne veulent pas sortir du mouvement syndical (contrairement à l'École émancipée F.U.O.). Il faut tout faire pour renforcer ces positions.

#### Revenons au déroulement de la grève.

Au début, la majorité était pour une journée de grève par semaine, puis lors de l'assemblée générale du 4 octobre fut votée la grève reconductible pour les 5 et 6 octobre. Nous étions le treizième département à prendre cette décision. Dès l'assemblée générale suivante, la majorité se prononce à

#### Budget de la défense

## Rien pour les appelés

Si le budget de la défense connaît une augmentation assez considérable cette année, ce n'est évidemment pas pour améliorer les conditions de vie des soldats. C'est essentiellement pour engager de nouveaux militaires de carrière (il y aura 1 000 gendarmes-mobiles de plus en 1979). C'est aussi pour perfectionner le matériel de l'armée. Elle recevra de nouveaux chars équipés d'un télémètre-laser, de nouveaux fusils ultra-modernes, de nouveaux avions, de nouveaux bateaux de guerre, de nouveaux missiles.

Cet armement peut être utilisé contre le peuple et ce d'autant mieux que la bourgeoisie poursuit sa transformation de l'armée en une armée de métier puisque les effectifs du contingent seront réduits de 30 000. Pour nous, ceci est très dangereux. Une armée où la conscription se réduit est une armée davantage prête à effectuer des tâches ré-

pressives, une armée qui obéira au doigt et à l'œil à la bourgeoisie pour effectuer des missions antipopulaires ou contre-révolutionnaires. Ceci est l'aspect principal de ce budget et de la politique militaire du pouvoir.

En contrepartie, le budget de l'armée ne prévoit pratiquement rien pour améliorer la situation des appelés. La solde n'augmentera que de 50 centimes, ce qui est dérisoire par rapport à la hausse du coût de la vie. Les revendications sur la gratuité des transports sont totalement ignorées. A l'Assemblée, Bourges, le ministre de la Défense, a stigmatisé les soldats qui luttent pour améliorer leurs conditions durant leur passage à l'armée. Il a brandi contre eux la menace. L'armée, on le voit, est un instrument d'oppression du peuple et les appelés sont, eux aussi, opprimés. Ceci est d'ailleurs la conséquence de cela.

nouveau pour une journée de grève par semaine. A cette assemblée générale, on était beaucoup plus nombreux que le 4 octobre (200 professeurs). Cela explique le changement dans les votes.

Après le 13 octobre, il y

a eu à nouveau grève nationale le 19 octobre. A l'assemblée générale dans le Val d'Oise, on était 130 professeurs, la grève fut votée pour les 7, 13 et 14 novembre (au moment du vote du budget à l'Assemblée nationale dans l'enseignement.

Une camarade enseignante après avoir discuté et interviewé un collègue professeur de gymnastique

## Souscription

### Pour mener à bien la bataille des 100 millions

20 millions pour fin novembre  
35 millions pour fin décembre

**D**ANS bien des endroits de notre pays, des lecteurs et des camarades font, nous le savons, des efforts importants pour faire progresser notre souscription. Par ailleurs, les cellules, sections et régions du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) ont élaboré de véritables plans de bataille avec des objectifs chiffrés bien précis. Ces efforts, les expériences de souscription auprès des camarades d'atelier, lors des diffusions au porte à porte ou sur les marchés, les différents moyens auxquels vous avez imaginé avoir recours pour alimenter la souscription, n'hésitez pas à en faire part rapidement à votre journal : un petit mot sur une feuille, un coup de téléphone et voilà qui profitera à tous les lecteurs. Dans le passé, aussi bien, des efforts ont été consentis et nous avons publié fréquemment de telles lettres qui ont eu un effet stimulant pour tous par leur caractère de classe.

Tenez, voici quelques extraits de la lettre que nous a envoyée l'année dernière, au moment de la bataille pour les 60 millions, un jeune ouvrier mécanicien avec la somme de 200 F :

« Chers camarades, Je suis un jeune travailleur de la région lorientaise, membre de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF). Je ne dispose pas de beaucoup de moyens financiers, mais suivant les enseignements du marxisme-léninisme et de la pensée-maoïstétoung qui nous apprend entre autres "un communiste se souciera davantage de l'avant-garde prolétarienne et des masses que de l'individu, il prendra soin des autres plus que de lui-même. C'est seulement ainsi qu'il méritera le nom de communiste", alors je vous envoie donc cette somme.

Ma situation est la suivante : je travaille depuis cinq mois comme mécanicien et je gagne 1 900 F par mois à raison de 45 h par semaine. Je suis issu d'une famille de petits paysans pauvres et je m'arrange pour les aider tant financièrement qu'autrement. Mon père, quoique ne militant pas, est aussi un paysan très conscient et je lui dois beaucoup. Je lui ai payé un abonnement à la Faucille et lui apporte le bimensuel régulièrement. Comme je ne suis que depuis cette année à la JCMLF, je ne connais pas encore tellement les questions politiques mais à chaque fois que je peux, j'entretiens mon père des événements... Je suis content aussi parce que maintenant je sais que je peux lutter efficacement pour ma cause et donc pour la cause de tous les travailleurs... »

Total antérieur : 62 934,81 F

Supplément à réabonnement quotidien :	
P.J.C. St-Nazaire	10 F
E.M. Aubagne	10 F
D.J.L. Rennes	10 F
B.J. Bretagne	10 F
G.C. Morlaix	20 F
B.C. Draveil	10 F
Supplément à réabonnement bimensuel :	
M.H.G. Orne	25 F
C.V. Lille	12 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel :	
G.J. Le Mans	25 F
C.C. Lille	2 F
P.J.R. Nantes	32 F
I.P. Lille	70 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel plus quotidien du peuple : B.D. Paris	
Supplément à commande calendriers : H.P. Argenteuil	50 F
Supplément à huit abonnements un mois Nantes	200 F
J.M.Z. Garenne Colombes	130 F
Pour les 100 millions K.A. Lorient	100 F
Collecte lors d'une réunion sur le Kampuchea Marseille	350 F
C.P.E. Varlin	530 F
Région Bretagne du PCML	1 752 F
Une camarade C.	500 F
Un ouvrier du bâtiment en grève à Bordeaux	10 F
Un vieux militant ancien des Brigades internationales	
Rouen	100 F
D.M. Nancy	27,20 F
Cellule Louise Michel Grenoble	1 200 F
Un couple de militants pour que vive le journal Eure	5 000 F
Région Lille Souscription de masse	400 F
Maria et didier Berre l'Étang	1 000 F
Région pays de Loire du PCML	1 120 F
Soutien hebdo (novembre) M.D.	60 F
Nouveau total	75 812,01 F

# CULTUREL

## Barbusse

### Un écrivain contre la guerre impérialiste

**O**N réédite en ce moment « Le Feu » et « Clarté », deux livres qu'écrivit Henri Barbusse au lendemain de la guerre impérialiste.

#### LE FEU :

« Y a pas un seul pays, c'est pas vrai, dit tout à coup Volpatte avec une précision singulière. Y en a deux. J'dis qu'on est séparé en deux pays étrangers : l'avant, tout là-bas, où il y a trop de malheureux, et l'arrière, ici, où il y a trop d'heureux. »

Voilà ce que dit un soldat qui revient de permission pour réintégrer l'enfer de boue et de feu de la boucherie impérialiste. Barbusse qui avait 41 ans en 1914 était réformé, mais il s'engagea dans l'infanterie et fut envoyé sur le front. Publié en 1916, « Le feu » c'est le journal d'une escouade. Le fils de journaliste, habitué aux milieux mondains, a tout de suite trouvé sa place au milieu des travailleurs embarqués dans une guerre qui n'est pas la leur. Ces ouvriers, ces paysans, Barbusse les respecte trop pour déformer leurs paroles, il les retranscrit dans leur langage, dans leur patois. La révolte de ces travailleurs que les capitalistes forcent à tirer sur les travailleurs d'en face, cette révolte prend d'autant plus de force par le témoignage de Barbusse et de ses camarades. « Le feu » montre bien que la colère de ces millions de travailleurs est plus dirigée contre les « embusqués », contre ceux qui les ont exploités avant de les envoyer au feu que contre les Allemands.

#### CLARTE

Alors que « Le feu » était un document sur la vie des poilus dans la boue des tranchées, « Clarté » est un ouvrage romanesque. Il montre la prise de conscience d'un petit employé de province du caractère injuste des guerres interimpérialistes. Ceci est montré sans discours, on le voit dans la progression du roman.

Au fur et à mesure, le héros prend conscience que tout est à l'envers, qu'il y a des combattants et des embusqués, des exploités et des exploités. Pourtant sa tante lui avait bien dit : « Ne regarde jamais plus haut que toi... n'essaye jamais de n'être pas pareil aux autres ».

« Clarté », ce titre signifie que malgré tout un grand espoir s'est levé avec la révolution russe, avec les luttes des travailleurs. « Le feu » et « Clarté » ont fait l'effet d'une bombe au milieu de la propagande nationaliste qui a suivi la guerre. Ils ont symbolisé la prise de conscience de millions d'hommes de la nature de l'impérialisme. Barbusse a participé à la création de la revue « Clarté » qui regroupait des progressistes, des communistes de toute l'Europe. On y trouvait Stefan Zweig, Heinrich Mann, H.G. Wells, Upton Sinclair, Blasco Ibanez, Gorki, Anatole France, Steinlen et aussi Lounatcharsky.

Ce mouvement contre la guerre impérialiste fut à la base du large mouvement antifasciste qui se dessina au niveau européen avec le comité Amsterdam Pleyel auquel participa Barbusse.

Des maquis prirent le nom de Barbusse pendant la Résistance. On peut résumer l'esprit de Barbusse par cette citation extraite du « Feu ».

« Mais les trente millions d'esclaves jetés les uns sur les autres par le crime et l'erreur, dans la guerre et la boue, lèvent leurs faces humaines où germe enfin une volonté. L'avenir est dans les mains des esclaves et on voit bien que le vieux monde sera changé par l'alliance que bâtiront un jour eux ceux dont le nombre et la misère sont infinis ».

\* Le feu : 35 F chez Flammarion.

\* Clarté : 46 F chez Flammarion.

Les livres sont disponibles aux Herbes sauvages.

## PROLÉTARIAT

### NUMÉRO SPÉCIAL

### le p.c.f. en questions

### PASSEZ VOS COMMANDES, ABONNEZ-VOUS !

Abonnement 52 F - Soutien 80 F

PROLÉTARIAT CCP 2130 89 H MARSEILLE BP 320

13213 MARSEILLE CEDEX 1 Tel : 16 (91) 90.97.07

SFP

## Les travailleurs restent vigilants

Contre tout licenciement  
Contre toute création de filiale

**L**E jour de la grève du jeudi 2 novembre les travailleurs de la SFP et des autres sociétés se sont rassemblés aux Buttes-Chaumont, ils ont rejoint en manifestation la bourse du travail pour une assemblée générale commune. La grève des travailleurs de la SFP s'est arrêtée le jeudi 2 novembre.

Mais qu'est-ce que nous avons gagné à la SFP pour arrêter la grève ? Le PDG, par intérim, Labrusse, devait recevoir les syndicats. Ceux-ci ont demandé à l'assemblée générale de la bourse du travail à être mandatés, non pas pour négocier, mais pour écouter les propositions du PDG pour voir si elles correspondaient à nos revendications :

- \* Pas de licenciements ;
- \* Pas de filiales ;
- \* Respect de la convention collective et des conditions de travail.

Pour les dirigeants syndicaux, cette réunion ne serait qu'une réunion d'information et ils appellent les travailleurs des sept sociétés à être prêts à se mettre en grève dès que la plate-forme ne serait plus respectée par Labrusse.

Indiscutablement, le gouvernement a reculé et le PDG ne présente pas de liste de licenciements aux syndicats, mais il a avoué qu'il y aurait des départs « volontaires » (mise à la retraite anticipée, départs avec indemnités de licenciement et mutation dans les chaînes). La direction

veut donc diminuer de six-cents le nombre d'emplois permanents à la SFP dans les trente mois à venir. Nous pensons que, tôt ou tard, ces six-cents emplois permanents seront remplacés par des emplois intérimaires et c'est là-dessus que la lutte devrait porter dès maintenant.

Il ne faut pas négliger non plus le danger de création d'une filiale à laquelle le gouvernement n'a toujours pas renoncé. Une rencontre avec le ministre doit avoir lieu vendredi à propos de l'audiovisuel. Elle portera sur l'emploi. A la suite de cette réunion, se tiendra une assemblée générale pour décider de la suite du mouvement.

Les marxistes-léninistes  
de la SFP

## La vie dans un centre FPA de Bourg-en-Bresse

**D**ANS ma section (formation générale) nous sommes une minorité de femmes mariées, certaines avec des enfants, un homme marié et le reste ce sont des jeunes qui sortent de l'école et ne savent pas trop où aller.

Le premier problème, c'est donc la différence de niveau. Moi, par exemple, j'ai quitté l'école pour travailler en usine, il y a une dizaine d'années. Il y a aussi la différence de mentalité. Les jeunes acceptent plus facilement les conditions de vie dans ce centre, ce qui rend difficile l'organisation d'une riposte.

Il y a aussi les conditions matérielles. Alors que nous n'avons que de maigres salaires, le SMIC environ, il faut payer une pension de 960 F par mois. Il a fallu payer la pension depuis le 18 septembre, soit 1 440 F alors que nous n'avons toujours pas

reçu notre paye.

Dès le premier jour, nous avons eu droit à un discours sur les difficultés du centre et la nécessité de faire attention à ne rien gaspiller. En tout cas, ils doivent certainement faire du bénéfice sur le prix de la pension car la nourriture laisse plutôt à désirer.

Alors que les fournitures scolaires sont prétendument données par le centre, nous avons été obligés de nous procurer de nombreuses fournitures dont nous avions besoin.

En plus, nous louons une chambre et nous ne sommes pas chez nous, car la clé doit être laissée au tableau dans l'entrée et il s'est déjà produit que quelqu'un trouve une personne dans sa chambre.

Les conditions de travail sont aussi particulièrement difficiles. La plupart des professeurs débitent leurs cours à toute vitesse, sans se soucier s'ils sont compris ou pas. Très peu doivent savoir ce que c'est que de revenir en classe après de nombreuses années en usine.

Nous avons droit aussi à quelques recommandations du genre : ici, pas de politique, même lorsqu'il s'agit de rédiger une dissertation.

Après avoir subi tout cela pendant deux ans, — et il faut avoir la moyenne aux examens trimestriels de contrôle si l'on veut pas être renvoyé et se retrouver au chômage — nous devons avoir une formation générale équivalente au BEPC. Ensuite, si l'on veut préparer un CAP, on doit s'inscrire dans un autre stage qui dure aussi deux ans. Après ces quatre années, combien auront la chance de trouver un travail correspondant à leur formation.

Voilà la réalité de ces stages de formation pour adultes dont on nous chante tant les mérites et qui devraient soi-disant permettre aux ouvriers qui le veulent de s'en « sortir » !

N'est-ce pas plutôt un moyen supplémentaire pour camoufler le chômage ?

Une lectrice



Manifestation des travailleurs de la SFP.

## Une semaine de télévision

**SAMEDI 11 NOVEMBRE**  
— SUR TF1 — 16 h 50 :

**Histoire de la musique populaire américaine :**  
— C'est une nouvelle série qu'entame la télévision sur la musique américaine, le premier thème abordé : le folk. Est-ce que le folk représente aussi un moyen d'expression de la misère ?

— SUR A 2 — 13 h 35 :

**Des animaux et des hommes :**

Cette émission nous fera découvrir à la fois un animal peu connu comme le varan et nous parlera de cette expérience sur un gorille qui parvient à communiquer avec les humains au moyen de l'alphabet muet.

— SUR A 2 — 14 h 30 :

**Les jeux du stade :**

Pour tous les amateurs de rugby, France-URSS en direct de Toulouse et Galles-Nouvelle-Zélande en direct de Cardiff.

**DIMANCHE 12 NOVEMBRE**  
— SUR TF 1 — 16 h 25

**Le sport en Chine :**

Cette émission intéressera tous les amateurs de sport et aussi les personnes intéressées par la Chine. Pierre Torret de retour de Chine présentera le second volet de son reportage sur les possibilités du sport chinois.

**LUNDI 13 NOVEMBRE**  
— SUR A2 — 17 h 25 :

**Fenêtre sur :**

Parlons de médecine, l'émission abordera le problème de la grippe ; maladie anodine en apparence.

**MERCREDI 15 NOVEMBRE**  
— SUR FR 3 — 18 h 55 :

**Tribune libre :**

Albert Mercier et Jeannette Laot, secrétaires nationaux de la CFDT feront le point sur les prises de position de la CFDT sur la crise, sur les actions et les négociations qu'ils mènent. Une émission à voir pour les syndiqués CFDT ou non.

**JEUDI 16 NOVEMBRE**  
— SUR TF1 — 22 h 35 :

**Ciné première :**

François Nourissier parlera du film « Mort sur le Nil », d'après le roman d'Agatha Christie.

**JEUDI 16 NOVEMBRE**  
— SUR A 2 — 14 h :

**Aujourd'hui madame :**

Une émission qui abordera le problème de la natalité, avec entre autres, Michel Debré, fervent défenseur d'une politique de natalité absolue.

— SUR A 2 — 16 h :

**Coluche :**

Une émission entièrement réalisée sur Coluche qui nous permettra peut-être d'y voir plus clair sur un personnage assez controversé.

**VENDREDI 17 NOVEMBRE**  
— 20 h 30 :

**Le nouveau vendredi : La défense de l'Europe :**  
Au moment où l'OTAN fête son 30e anniversaire, cette émission peut apporter quelques explications sur la politique de défense de l'Europe, sur l'alliance occidentale militaire et l'alliance du Pacte de Varsovie sera peut-être évoquée.

## 4e rendez-vous de la campagne d'abonnement spécial d'un mois

La campagne d'abonnement spécial d'un mois est maintenant terminée. Le résultat global est de 75 abonnements. Nous estimons qu'il est positif.

Mais nous ne saurions en rester là. Certains abonnements ont été faits à titre d'essai. Vis-à-vis de ces abonnés, il est nécessaire de poursuivre notre travail d'explication pour qu'ils renouvellent leurs abonnements.

Cela a aussi montré que des possibilités de diffusion plus large de notre journal existent.

C'est pourquoi nous lançons, dans le prolongement de cette campagne, une « campagne d'abonnement 1979 ».

Nous ferons des « rendez-vous » tous les quinze jours pour faire le point. Mais, en plus, pour impulser une saine émulation entre camarades et lecteurs, nous ferons un classement par cellule d'une part qui sera publié tous les quinze jours et, d'autre part, nous proposerons des cadeaux (brochures, posters...) aux lecteurs et aux camarades qui nous transmettront des abonnements nouveaux de trois mois au moins (non-valable pour les réabonnements).

Par exemple :

— Pour cinq abonnements transmis sur une période de trois mois : un classique du marxisme-léninisme des Editions de Pékin ;

— Pour dix abonnements : un « pionnier » de l'Humanité rouge.

Des bulletins d'abonnements sont disponibles. N'oubliez pas de joindre les règlements aux abonnements et envoyez les abonnements au fur et à mesure.

Rempportons une nouvelle victoire dans les abonnements !



Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et départements, codes postaux), comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les vingt millions fin novembre, pour les trente cinq millions fin décembre, pour que vive l'Humanité rouge. Le prix est de 10 F. Faites parvenir le règlement soit à la commande, soit le plus rapidement possible en précisant : pour le calendrier 1979.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal. Joindre le règlement.

## La librairie «Les Herbes sauvages» communique

La librairie, 70, rue de Belleville — Paris sera ouverte le samedi 11 novembre de 10 heures à 19 heures.

Nous rappelons que le premier tome du nouveau livre des Editions du Centenaire « Histoire du mouvement communiste international » est disponible au prix de 18 F.

Sont disponibles également : le livre Phnom Penh libérée aux Editions sociales, le dossier Paysans aux Editions Floréal (prix 18 F).

Viennent de paraître dans les Editions en langues étrangères de Pékin : Les poèmes de Mao Tsé-toung — Prix 2,70 F et 3,50 F.

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet

Rédacteur en chef : Jean Quercy

Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson —

Front ouvrier : Gilles Carpentier — International :

Annie Brunel

L'Humanité rouge : pour toute correspondance :

BP : 61 75861 Paris cedex 18

CCP 30 226 72 D La Source

Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne

Commission paritaire No 57 952.

Distribution NMPP

Imprimerie La Nouvelle.

Dépot légal 4e trimestre 1978.

Turquie
Coup dur pour les fascistes

Depuis le début de l'année, ce sont des centaines de personnes qui ont été assassinées par la Contre-guérilla. A l'heure actuelle, on évalue à deux ou trois le nombre d'assassinats par jour.

Pendant longtemps, les auteurs de ces crimes ont joui d'une totale impunité jusqu'au jour où le quotidien marxiste-léniniste Aydinlik lance une campagne de révélations dénonçant les responsables.

Cette Contre-guérilla est une organisation secrète qui est dirigée par le Parti du mouvement nationaliste, un parti fasciste, et qui dépend directement de l'état-major des Forces armées. Ils agissent secrètement et leurs actions visent tout le peuple. Quand Aydinlik a annoncé, en juillet dernier, qu'il allait lancer la campagne, que les noms des assassins ne seront plus anonymes, qu'il en fournira les preuves, une véritable panique a secoué les rangs fascistes. La veille du lancement de la campagne, le quotidien a failli être interdit. Des perquisitions ont été faites dans les locaux. N'ayant rien trouvé, le quotidien a pu sortir, il était sauvé. Les fascistes ont alors commencé à proférer des menaces. Pas question de reculer.

Dès les premiers jours, les chiffres de vente du quotidien montrent une nette progression, passant de vingt, vingt-cinq mille exemplaires vendus par jour. Il s'agit là d'un événement journalistique de premier ordre.

Révélation dans «Aydinlik»

Alors, chaque jour, de nouvelles révélations apparaissent pour chacun des assassins dont le nom est révélé, leurs crimes sont signalés ainsi que les tortures qu'ils ont pratiquées.

Des personnes hautement placées dans l'administration sont touchées.

Comment un tel travail a-t-il pu être possible? Une question qui est venue à l'esprit de chacun immédiatement. Les marxistes-léninistes du Parti ouvrier et paysan de Turquie l'ont alors expliqué dans le quotidien.

Ces révélations sont le résultat d'une accumulation gigantesque d'informations.

Tous les camarades qui sont sortis de prison ont essayé de décrire le plus précisément possible leurs tortionnaires. En 1974 déjà, de nombreuses informations étaient récoltées mais il fallait aller plus loin. C'est ainsi que les camarades ont demandé à tous ceux, quel que soit leur parti, de venir apporter leur témoignage. Il y a eu beaucoup de gens qui sont venus. Tout ce travail a duré de 1970 à 1978. A force de recoupements, il devint alors possible d'identifier les assassins. Quant aux chefs de la Contre-guérilla, ils ont été filés de façon à obtenir des renseignements plus précis sur leurs agissements.

Les révélations ne s'en tiennent pas seulement à une série de noms. Par exemple, Aydinlik a révélé l'existence d'un complot avec preuves à l'appui, le quotidien explique que le 13 avril 1978, la contre-guérilla avait organisé une réunion secrète très importante dans une maison fréquentée uniquement par des militaires. Le but de cette réunion était d'organiser un complot afin de fomenter un coup d'Etat contre le premier ministre actuel, Ecevit.

Autant dire que tous ces révélations ont fait l'effet d'une bombe dans tous les milieux politiques.

Panique chez les fascistes

Au départ, le gouvernement et la presse en général sont

La campagne de presse menée par les marxistes-léninistes a abouti à l'arrestation de mille fascistes

DEPUIS 1970, les fascistes assassinent, torturent en toute impunité. Ils sont regroupés au sein de l'organisation secrète, la contre-guérilla. Depuis cette date, les camarades marxistes-léninistes ont mené un travail de longue haleine pour retrouver les auteurs de ces crimes et contraindre le gouvernement à agir. C'est au mois de juillet dernier que, dans leur quotidien Aydinlik, ils ont lancé une campagne de révélations qui eut un retentissement considérable dans le pays. Cette lutte pour la démocratie doit nous servir d'exemple.

son intention d'intenter un procès à Aydinlik et de réclamer une indemnisation de 1 250 000 F pour injures à l'encontre de personnalités, de hauts fonctionnaires. Il a demandé au gouvernement d'agir pour sauver « l'honneur » de ces individus. Pendant ce temps, la Contre-guérilla poursuivait ses actions secrètes.

Le Parti ouvrier et paysan de Turquie a fait alors une conférence de presse qui eut un important retentissement. Dogu Perincek demanda au gouvernement d'agir.

Mille fascistes arrêtés

La campagne prit une telle ampleur que le gouvernement fut obligé d'agir. Déjà, démocrates, syndicalistes exigeaient que la lumière soit faite sur la question. Ecevit, le premier ministre, fit alors une déclaration dans laquelle il indiquait qu'il allait effectivement agir contre la Contre-guérilla. S'il est évident que c'est la campagne d'Aydinlik qui l'a amené à cela, il a fait semblant de l'ignorer, ne citant à aucun moment les révélations du quotidien. Peu de temps après, plus de mille fascistes ont été arrêtés et le gouvernement a publié une liste de recherche d'autres individus impliqués dans la Contre-guérilla. Mais jusqu'alors - ce ne sont que les hommes de main qui ont été touchés, les têtes ne sont pas inquiétées.

Le Parti du mouvement nationaliste a réagi violemment et Turkes a demandé à l'Assemblée nationale de faire tomber le gouvernement, de proclamer la loi martiale et l'état de siège dans les grandes villes. Une exigence maintes fois renouvelée et à chaque fois repoussée. A la suite de cela, le président du parti de droite, Demirel (qui était premier ministre avant Ecevit), s'est senti obligé de donner son point de vue et de reconnaître la justesse des révélations et donc, c'est un fait nouveau, de reconnaître l'existence de la contre-guérilla dans laquelle des membres de son parti sont impliqués.

Une revue pro-gouvernementale, Yanki, a accordé une interview à un membre du MIT, la police « secrète » en Turquie. Celui-ci reconnaît l'importance des révélations et affirme qu'elles ont provoqué une réelle panique parmi les fascistes qui, jusque là, bénéficiaient, pour accomplir leurs basses œuvres, de l'anonymat total.

A Ankara, la capitale du pays, le procureur de la République a ouvert un interrogatoire contre le parti fasciste.

Continuer

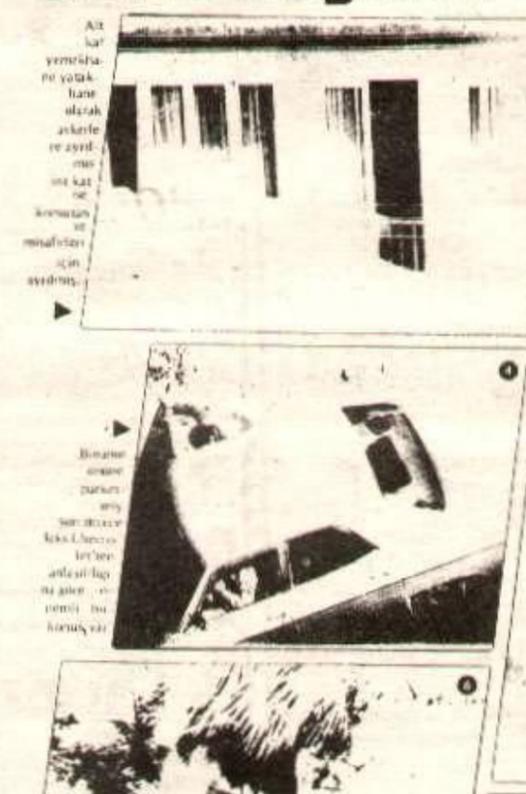
Tous ces faits montrent l'impact qu'a eu la campagne menée par les marxistes-léninistes qui, malgré les menaces successives et les attentats, ont poursuivi jusqu'au bout la tâche qu'ils s'étaient fixés. Tout cela a duré trois mois, mais aujourd'hui les retombées de la campagne se font encore sentir. Elle a déjà atteint un premier objectif: des fascistes ont été arrêtés et la panique provoquée chez les autres ne peut être que positive. Cependant, il faut poursuivre le travail afin que les dirigeants de la Contre-guérilla soient eux aussi touchés. Pour cela, il faut continuer la pression exercée sur le gouvernement. Il s'agit d'une lutte pour la démocratie.

Ce travail des camarades turcs doit nous servir d'exemple. Bien sûr, les conditions dans nos pays respectifs sont différentes mais ce travail de fourmi, long et patient, nous pouvons le faire dans d'autres domaines. Un chemin à suivre.

Evelyn LE GUEN en collaboration avec le Bureau d'Aydinlik à Paris



Les Dosyas



C'est en juillet que Aydinlik a lancé une campagne de presse. Régulièrement, des documents, des photos étaient publiés montrant à tous qui étaient les fascistes, leurs méthodes, leur collusion avec les milieux dirigeants. Ci-dessus, une série de photos de la rencontre de fascistes avec un général.

İzmir STK mensuplarının yakın çalışma arkadaşları Kalkış köyünden Bekir Yıldız kim?



Bu siviller kim?



Karşıya'ya geçince Boston l'nda Emak Kredi Bankası kayımları 6349, sokakla lükz evlerin arasında iki katlı bir ev. İkinci katın balkonundan bir selamla koyun Barası Emir Selimlik, Teklik Kurulu...



Selimlik Teklik Kurulu'ndan çıkan bir sivil, binanın balkonundan de askarlarla uzun konuştu ve onlarla vedalaştıktan sonra binanın önüne parkletikleri 35 ES 701 plakalı direksiyonlu bindi

restés muets, constituant un véritable mur du silence autour de l'affaire. Les fascistes, par contre, ne sont pas restés inactifs. Ainsi, dans les kiosques, il était devenu dangereux d'afficher le quotidien Aydinlik. Lire publiquement le journal représentait un acte de

courage. Ils ont menacé les dirigeants du journal et du Parti et perpétré des attentats dans les locaux respectifs. Un jour, un appel anonyme proféra des menaces de mort à l'encontre des dirigeants. Le lendemain, le nom de l'auteur du coup d'ap-

pel téléphonique était indiqué dans le quotidien. Autant de faits déroutants qui n'ont fait qu'accroître la panique chez les fascistes. Turkes, le chef suprême du parti fasciste et de la Contre-guérilla, a fait alors une conférence de presse où il déclara